

GROUPE BLANCHET DU 12 octobre 2026

1. Ordre du jour et cadre de la réunion

Temps souhaités par M. le Recteur :

1. Questions RH
2. La crise des lycées
3. Évolution de la formation des personnels de direction
4. Carte scolaire inversée (sans doute reportées)

Le SNPDEN a présenté une déclaration liminaire, complétée par la CFDT Éducation.

Positionnement ID-FO : Pas de déclaration liminaire ; les déclarations adressées via la liste Ostic se suffisent à elles-mêmes. Cela fait bien longtemps qu'IDFO dénonce la **souffrance des personnels de direction**, alors qu'ils accompagnent déjà les enseignants, les personnels et les vies scolaires. Malgré les contraintes et l'actualité sensible, **les chefs d'établissement et chefs d'établissements adjoints** seront toujours là pour soutenir les équipes et faire front face aux événements.

2. La crise des lycées

Prise de parole du Recteur

- Remerciement de l'engagement des personnels de direction ; appel à une **approche collective et coordonnée** ; question posée : « que peut faire de plus le rectorat pour accompagner les EPLE et leur chef ? »
- Les manifestations lycéennes : motifs légitimes, sans volonté de dénigrer le travail des chefs d'établissement. Le **dialogue interne à l'école** est assumé comme alternative à une mobilisation qui ne se sentait pas entendue — « ce n'était pas une leçon sur notre métier, mais une volonté de faire collectif ».
- Trois phénomènes superposés dans les manifestations :
 1. Mobilisation lycéenne avec un ressenti réel
 2. Mouvement politique clair
 3. Expression de la violence de la société
- Déploire l'**hyper-violence** dont les manifestations ne sont que prétextes ; la réponse relève des forces de l'ordre, dont le travail est salué.
- Problème des **représentants auto-déclarés** : nécessité de restaurer des instances lycéennes réelles, élues et représentatives.
- Agacement exprimé face à des **réponses politiques à des problématiques pédagogiques** par l'ensemble des membres présents

Engagements et pistes

- **Retex complet** associant chefs d'établissement, DSDEN et rectorat, à décliner à l'échelle des départements (réseaux locaux) pour « construire la suite ».
- **Communication avant les congés de la Toussaint**, à l'échelle académique, sans grandes annonces : présenter les initiatives, premiers éléments de réponse, ciblage de travaux, moyens de remplacement — montrer que les jeunes ont été entendus et qu'il n'y a pas de volonté « d'éteindre le mouvement par les vacances ».

- Spécialités : réflexion possible sur la **carte de l'offre** pour réduire les tensions sur les emplois du temps ; **Parcoursup** à travailler à l'échelle des EPLE pour réduire l'aspect anxiogène — mais la réforme du lycée et Parcoursup ne se travaillent **pas à l'échelle académique** (temps politique, « petits pas » en attendant).
- Rapport de l'IG sur l'organisation des services d'orientation : réorganiser pour que les **PsyEN soient davantage dans les établissements** (pôle départemental plutôt que CIO).
- Baisse démographique : « il est temps de repenser les moyens » et de savoir **réinvestir** pour améliorer les conditions de travail de tous, de l'école au lycée.

Interventions ID-FO

- **Territoires** : certains n'osent pas prendre la parole quand d'autres la monopolisent ; chaque partie du territoire est essentielle, chaque personnel doit pouvoir s'exprimer.
- **Réforme du bac** : s'interroger sur ses contraintes en moyens comme en pédagogie — existe-t-il une réelle congruence entre les exigences du bac et les attentes du post-bac ? Quel bénéfice réel des réformes du bac GT et du bac pro sur la progression des élèves ?
- Constats partagés : caractère anxiogène (choix de spécialités, pré-orientation, Parcoursup), effet rebond, nécessité de retrouver du **pouvoir d'agir** et des responsabilités à l'échelle locale.

3. Remplacements et moyens (les « 3000 postes »)

- Bilan académique : de **40 postes non remplacés** à la rentrée, il y a deux semaines cela est tombé à **29**, puis à **21 ETP non couverts** (sur 5 035 emplois à remplacer).
- **TZR** : des professeurs disponibles en lettres, SVT, EPS et maths ; **difficultés de recrutement** en éco-gestion et matières professionnelles (LP). Le rectorat a analysé les viviers pour les mettre en congruence avec les besoins ; rapprochement des branches professionnelles pour trouver des enseignants en enseignements professionnels.
- **Renfort de 5 emplois** pour compléter le dispositif TZR, missions de renfort limitées aux heures vagues.
- **310 parts fonctionnelles de pacte** qui seront dédiées en priorité aux RCD et stages de réussite ; vacances apprenantes affectées aux établissements dès le 12/10/2026.
- Communication attendue en fin de semaine pour montrer les efforts de tous en faveur des conditions d'étude des élèves.
- Convergence reconnue avec nos besoins, mais rappel du Recteur : **cela ne se jouera pas au niveau académique**.

4. Questions RH

CIA (complément indemnitaire annuel)

- Enveloppe plus importante pour moins d'éligibles, travail réalisé en anticipation d'une baisse l'an prochain.
- Répartition : 20 % à la part la plus haute (2 200 €) ; 40 % à 1 200 € ; 10 % à 917 € ; 30 % sur un palier intermédiaire — davantage de collègues de la catégorie la plus basse toucheront un montant plus conséquent.
- Application sur la **paie de décembre**, pour les chefs comme pour les adjoints.

Revendication salariale ID-FO

- Déploie que la revalorisation des chefs d'établissement ne soit **pas inscrite en points d'indice** (qui comptent pour la retraite) mais versée en primes.
- Les 1 450 € bruts annoncés **ne sont évidemment pas rejetés, mais ne constituent pas une réponse à la question salariale** des personnels de direction.
- Revendication : leur **intégration à la rémunération, sous forme indiciaire et mensuelle**.

- Besoin d'une **reconnaissance globale à l'échelle nationale** ; volonté partagée de « changer de métier »

5. Points de vigilance ID-FO à l'issue de la réunion

1. **Salaire** : tenir la ligne indiciaire — aucun enrobage en primes ne peut se substituer à l'indice (effet retraite et pension inclus).
2. **Souffrance au travail** : la souffrance des personnels de direction accompagne celle des enseignants et des vies scolaires ; elle doit être portée au même niveau d'urgence.
3. **Retex et communication pré-Toussaint** : veiller à ce que la parole des chefs d'établissement y soit réellement représentée, y compris des territoires discrets.
4. **Réforme du lycée et bac** : obtenir l'évaluation pédagogique tant réclamée (congruence bac/post-bac, bénéfice réel pour les élèves) avant toute nouvelle adaptation.
5. **Instances lycéennes** : soutenir la restauration de représentants élus, garante d'un dialogue démocratique internalisé.
6. **Moyens** : la baisse démographique doit se traduire par un réinvestissement explicite dans les conditions de travail, de l'école au lycée — pas par une résorption silencieuse et donc un travail collégial sur les possibles.
7. **La mobilisation lycéenne ne relève pas de situation de confort.**